



Conseil économique et social

Distr. générale
23 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Réunion de haut niveau : examen annuel ministériel

Déclaration présentée par soumission par le Comité kirghiz pour les droits de l'homme, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

La situation économique instable et l'absence de toute sécurité sociale ont conduit à l'augmentation du nombre de personnes qui vivent dans la pauvreté. Selon les statistiques, le niveau de pauvreté dans le Kirghizistan en 2011 était de 36 %, dont 7 % de la population vivant dans l'extrême pauvreté (selon le rapport de 3011 du Ministère de la jeunesse, du travail et de l'emploi).

Cette situation a créé un grand nombre de problèmes sociaux dont :

- Un niveau élevé d'enfants qui travaillent y compris des enfants qui ont été forcés de quitter l'école pour travailler. Selon l'Organisation internationale du travail, environ 120 000 enfants kirghiz ne sont pas scolarisés actuellement;
- L'augmentation des crimes juvéniles, découlant de facteurs comme la situation économique, le manque d'éducation professionnelle et les conditions familiales difficiles;
- La migration massive de ressortissants kirghiz au Kazakhstan, dans la Fédération russe et dans d'autres pays où ils deviennent victimes de l'esclavage et du trafic des êtres humains. Selon des données récentes, plus d'un million de Kirghiz travaillent actuellement au Kazakhstan, dans la Fédération russe et dans d'autres pays.

Un cas récent s'est produit à Krasnodar, dans la Fédération de Russie où 76 ressortissants kirghiz ont été mis en esclavage lorsqu'ils sont arrivés sur un site de construction à la suite de la promesse d'un bon salaire. Leur passeport a été confisqué dès leur arrivée. Ils ont été ensuite battus, retenus de force dans des conditions inhumaines et forcés à travailler. Le « propriétaire d'esclaves » leur a ensuite dit qu'ils lui devaient une somme importante parce qu'il avait payé leur voyage jusqu'en Russie et qu'il ne pouvait ni leur rendre leur passeport ni leur verser un salaire tant qu'ils n'auraient pas remboursé leur dette. Parmi ces ressortissants, il y avait des femmes, dont certaines étaient enceintes et des mineurs.

De tels cas sont courants dans la Fédération de Russie. En 2011, 102 Kirghiz sont morts dont 19 dans les deux derniers mois de l'année. Dans la plupart des cas, les causes des décès sont des conflits de nationalité et des blessures sur les lieux du travail.

Plusieurs ressortissants vivent également en esclavage au Kazakhstan. Un Kirghiz de 24 ans du nom de Mirzat Osmonov, qui a vécu quatre ans en esclavage, en est un témoignage. Il s'était rendu dans le pays voisin avec son frère pour travailler, mais s'est trouvé contraint de travailler gratuitement. Son frère a été battu à mort parce qu'il a refusé d'être esclave et Mirza a dû alors s'enfuir et pendant presque un an, il a essayé de retourner chez lui.

L'organisation pourrait citer des centaines d'histoires semblables. Victimes de fraudes, les ressortissants kirghiz sont également victimes de travaux forcés. Ils sont également battus, violés et même assassinés dans d'autres pays.

L'organisation est très préoccupée par le trafic des êtres humains et par l'esclavage moderne en Kirghizistan. Elle demande au gouvernement de ce pays de prendre des mesures sérieuses et de ne pas ignorer les problèmes et les questions non résolues du trafic des êtres humains.